

# Introduction

Les gouvernements locaux, aux États-Unis et au Canada, investissent des milliards de dollars pour la protection et la restauration de l'écosystème du bassin des Grands Lacs et du fleuve Saint-Laurent, l'une des ressources naturelles les plus précieuses au monde. Depuis des siècles, les peuples autochtones, les explorateurs, les pionniers et tous ceux et celles qui ont choisi d'élire domicile dans la région, appuyée par ce grand système d'eau douce, y ont joui d'une excellente qualité de vie et de bien-être. Étant une source d'eau potable, d'aliments, de transport, d'eau à des fins industrielles, agricoles, récréatives et de nombreuses autres, cette ressource est d'une valeur et d'une importance inestimables.

Bien que son importance soit reconnue depuis longtemps, cette ressource n'a pas toujours été appréciée à sa juste valeur. Au cours du dernier siècle, d'importants dommages lui ont été infligés dans le cadre d'activités industrielles, agricoles et urbaines. La pollution toxique, la contamination des plages, l'arrivée des espèces aquatiques envahissantes, la perte des marécages, le déversement des eaux usées et de nombreuses autres menaces ont donné lieu à de nombreux problèmes qui demeurent encore irrésolus. Bien que beaucoup ait été fait au cours des 35 dernières années en vue d'améliorer la ressource, il nous reste encore beaucoup à faire. La restauration suite aux dommages causés autrefois, la réduction permanente de la contamination, et la prévention des enjeux futurs représentent toutes d'importantes priorités pour faire en sorte que la ressource conserve toute sa valeur pour l'avenir.

Les peuples des États-Unis et du Canada, les gouvernements à tous les paliers, l'industrie, l'agriculture et le secteur sans but lucratif partagent tous une responsabilité à l'égard de la ressource. La mesure de l'importance accordée à ces activités se reflète dans le temps, l'attention et l'argent consacrés aux efforts de protection et de restauration des Grands Lacs et du fleuve Saint-Laurent. Ce rapport révèle que les gouvernements locaux dépensent près de 15 milliards de dollars chaque année pour protéger les Grands Lacs et le Saint-Laurent. Bien que nous soyons conscients que les autres paliers gouvernementaux y ont aussi consacré des montants substantiels, cet apport ne répond plus.

## L'étude

En vue de mieux tenir compte de l'investissement, la Commission des Grands Lacs et l'Alliance des villes des Grands Lacs et du Saint-Laurent ont formé un partenariat en 2007 pour cerner le montant dépensé par les gouvernements locaux pour les activités de protection et de restauration des Grands Lacs et du Saint-Laurent. Des sondages ont été envoyés à 688 gouvernements locaux. Les 143 réponses reçues ont été des plus éloquentes. En 2006, ces 143 gouvernements locaux ont investi près de 3,3 milliards de dollars provenant de sources locales pour protéger et restaurer l'écosystème du bassin des Grands Lacs et du Saint-Laurent. En extrapolant ces données pour englober les 688 gouvernements locaux du bassin, nous arrivons à une dépense largement supérieure à 15 milliards de dollars, soit 11,1 milliards aux États-Unis et 4,3 milliards au Canada.

Selon l'*U.S. Census Bureau* et Statistique Canada, les gouvernements locaux dépensent environ 20 pour cent de leur budget total pour les améliorations environnementales, ce qui révèle un important engagement à l'égard de l'écosystème du bassin des Grands Lacs et du Saint-Laurent. Parmi les activités quotidiennes des gouvernements locaux, nous voyons, notamment, la construction et le maintien de systèmes de collecte et de traitement des eaux usées, l'acquisition et la préservation des terres, la restauration des friches industrielles et la gestion des plages et des lignes côtières.

Principaux investissements des gouvernements locaux en fonction des catégories du sondage (en millions de dollars)	
<b>Gestion de la qualité de l'eau</b>	
Amélioration apportée aux immobilisations des systèmes d'eaux usées	1 134
Opération et entretien des systèmes d'eaux usées	850
Autres dépenses liées à la gestion de la qualité de l'eau	504
<i>Total partiel</i>	<i>2 488</i>
<b>Protection et restauration de l'écosystème</b>	
Protection des espaces verts	213
Programmes de recyclage et de réutilisation	185
Transports parallèles (n'incluant pas les systèmes de transport en commun)	151
Autres dépenses liées à la protection et à la restauration de l'écosystème	235
<i>Total partiel</i>	<i>784</i>
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>	<b>3 272</b>

## Déficit

Compte tenu de l'importance de la ressource à l'échelle régionale, nationale, internationale et mondiale, et de sa valeur toujours croissante, il serait raisonnable d'envisager un soutien financier important de la part de tous les paliers gouvernementaux. Malheureusement, la tendance semble se déplacer en sens inverse, surtout au niveau fédéral. Depuis 2004, par exemple, le financement fédéral aux États-Unis dans le cadre du *Clean Water State Revolving Fund* pour l'infrastructure des eaux usées a été réduit de 49 pour cent. Des réductions additionnelles sont prévues en 2009.

Le déficit d'investissement dans l'écosystème des Grands Lacs et du Saint-Laurent est particulièrement perturbateur si l'on pense aux engagements internationaux et aux obligations juridiques de protéger la ressource, ainsi qu'aux statistiques révélant l'ampleur de l'investissement requis. La Convention sur la qualité de l'eau des Grands Lacs, conclue entre les États-Unis et le Canada, l'Accord Canada-Ontario concernant l'écosystème du bassin des Grands Lacs, le Plan Saint-Laurent entre le Canada et le Québec, et la Stratégie régionale de collaboration des Grands Lacs ont tous défini des activités à entreprendre et des objectifs à réaliser, mais les progrès se sont déroulés au ralenti.

Malgré l'investissement annuel des gouvernements locaux dans une échelle de plusieurs milliards de dollars pour l'infrastructure et le traitement des eaux usées, il existe manifestement un manque à gagner. L'un des indicateurs les plus clairs de l'importance du déficit est lié à l'infrastructure des eaux usées : un rapport publié en janvier 2008 par l'*U.S. Environmental Protection Agency* révèle un besoin de près de 206 milliards de dollars pour l'infrastructure des eaux propres à l'échelle des États-Unis, duquel environ 73 milliards de dollars seraient attribués aux huit États des Grands Lacs. La Stratégie régionale de collaboration des Grands Lacs de 2005 estime que les coûts se situeront à plus de 20 milliards de dollars pour une période de cinq à dix ans dans huit zones prioritaires, dont 13,7 milliards de dollars pour l'infrastructure de gestion des eaux usées. Au Canada, il est estimé que le montant requis pour la mise à niveau de l'infrastructure des eaux et des eaux usées touche 31 milliards de dollars annuellement. Lorsque l'infrastructure manque d'être entretenue adéquatement et remplacée au moment

opportun, le déficit grandit et la ressource subit des séquelles. Nous devons faire beaucoup mieux : nos propres collectivités, nos voisins proches et éloignés et nos générations de demain ne méritent rien de moins.

## Ce qui doit être fait

Compte tenu des investissements importants des gouvernements locaux et de la carence importante de dépenses au niveau fédéral pour l'infrastructure des eaux usées, il existe un besoin pressant de réagir :

**Rehausser l'engagement de tous les paliers du gouvernement pour éliminer le déficit en vue de la protection et de la restauration intégrales des Grands Lacs et du Saint-Laurent.**

**Rehausser de façon importante l'investissement des gouvernements fédéraux pour l'infrastructure de traitement des eaux usées.**

**Cerner des allocations d'investissement équitables et appropriées, à tous les niveaux gouvernementaux.**

Les priorités des gens, reflétées par leur gouvernement, devraient guider la façon dont les fonds sont investis. Il est temps que l'écosystème du bassin des Grands Lacs et du Saint-Laurent reçoive, dans les plus brefs délais, l'attention et l'investissement qu'il mérite. Il s'agit après tout du principal écosystème d'eau douce à l'échelle mondiale.

*Remarque : Les montants sont indiqués en dollars canadiens et des États-Unis, ceux-ci étant d'une valeur presque équivalente au moment d'aller sous presse.*

Produit par la Commission des Grands Lacs et l'Alliance des villes des Grands Lacs et du Saint-Laurent, avec le soutien financier de la *Joyce Foundation*. Février 2008. Les constatations de l'étude sont celles des partenaires du projet.